

QUELLE POLITIQUE POSSIBLE FACE A L'ETAT SANS PEUPLE ?

RENCONTRE LE MARDI 23 JANVIER, 18H30

Salle Rancy, 10 rue Jean Rancy, métro Jeanne d'Arc ou Capitole

1°) FAIRE FACE :

De plus en plus de personnes, en leur nom propre, à partir d'eux-mêmes, et ne s'autorisant que de leur propre décision et choix, décident de FAIRE FACE. Faire face aux politiques de l'Etat et du gouvernement qui piétinent des gens, les droits, la dignité.

Que ce soit en direction des réfugiés, des mineurs isolés, que ce soit dans des situations complexes des quartiers populaires où des habitants, face au mépris dont ils sont l'objet affirment leur existence, hors des cases où l'état veut les enfermer, que ce soit dans des lieux de travail.. des tentatives existent, des individus énoncent des affirmations fortes, posent des actes significatifs, cherchent à développer une pensée sur la situation qu'ils affrontent.

Dans la situation politique actuelle qui est désastreuse pour les gens, ces affirmations sont précieuses et essentielles. Quel que soit le nombre, il est important de les tenir, de faire face. Il s'agit là de principes et de convictions.

2°) TRANSFORMATION DE L'ETAT :

- Il y a quelques années, nous avons avancé l'idée que l'Etat se transformait profondément. Qu'il devenait un état sans peuple, séparé des gens, centré sur sa propre logique, sa propre politique pour lui-même, et qu'ainsi il ne connaissait plus de limites. Cela était évident dans le traitement des ouvriers sans-papiers dès les années 90, puis en direction des habitants des quartiers populaires où le « sécuritaire » proposé par Le Pen est devenu le filtre à partir duquel tout devait se traiter. Très vite, entre l'Etat et les gens habitant les quartiers, plus rien ne pouvait, ne devait se discuter. Dès le gouvernement Jospin, puis celui de Sarkozy, le traitement policier constituait la seule réponse à toute question. Dans ces lieux, pour les gens concernés, l'Etat sans peuple est de rigueur depuis des années, avec toutes ses conséquences dans le réel, dans la vie, dans les pensées.
- Hollande et Macron n'ont eu plus qu'à généraliser cette politique, ce nouvel Etat, à l'étendre à des couches sociales jusque là épargnées. Ceux qu'on appelle les « couches moyennes » se retrouvent à leur tour confrontés massivement à cette transformation profonde et violente de l'Etat en direction des gens et doivent en prendre la mesure.

3°) PENSER ET ORGANISER LE FACE A FACE :

- Il faut apprendre à faire avec cette nouvelle situation que l'on peut qualifier ainsi : pour l'Etat, il n'y a plus rien entre lui et les gens, plus de médiation, plus de négociations possibles, plus de parole donnée et tenue. C'est un face à face, décidé par les gouvernements, où les gens sont démunis pour y répondre car les vieilles façons de penser le rapport à l'Etat sont encore dominantes.
- **Notre proposition est la suivante :** rendre à nouveau possible une politique du côté des gens, du côté de l'intérêt général, demande de penser et d'agir non seulement pour faire face, **mais pour penser et organiser le face à face avec l'Etat.**

Parler de face à face, ce n'est pas penser et proposer l'antagonisme comme réponse, tel que cela a été pensé et pratiqué dans la politique révolutionnaire, de classes, et qui est maintenant terminée. Ce n'est pas non plus régénérer la représentation parlementaire qui est mal en point et pour longtemps.

Penser et organiser le face à face fait appel à la capacité que l'on peut avoir à se présenter et à prescrire sur l'Etat pour les droits, la dignité et le respect, pour la prise en compte des gens tels qu'ils sont, pour des rapports pacifiés entre les gens différents qui font le pays.

Ce n'est pas parce que l'Etat se pense et se constitue « sans peuple », séparé et sans limites qu'il n'y a rien à lui prescrire du point des gens et de l'intérêt général. Ce qui nous est posé, c'est la question de **la puissance possible des gens**, non pour le pouvoir, mais pour transformer les situations dans le sens d'un « pour tous ». C'est là tout l'intérêt de penser et pratiquer ce nouveau face à face.

Pour en débattre :

RENCONTRE LE MARDI 23 JANVIER, 18H30

Salle Rancy, 10 rue Jean Rancy, métro Jeanne d'Arc ou Capitole

dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »,

Site : www.ouvriersgensdici.net

Mail : ouvriersgensdici@free.fr

Toulouse, le 05/01/2018